

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 21/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société SAICA PAPER FRANCE

573 route des Ortis
26240 Laveyron

Référence : 20251120-RAP-DAEN1229
Code AIOT : 0006102585

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement SAICA PAPER FRANCE implanté 573 route des Ortis 26240 Laveyron. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été programmée dans le cadre de la réalisation de deux actions nationales, concernant d'une part le rejet de substances per- et polyfluoroalkylées (« PFAS ») dans les rejets aqueux industriels et d'autre part, les travaux par points chauds. Cette visite a également été l'occasion d'évoquer l'avancement de projets de modification en cours.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAICA PAPER FRANCE
- 573 route des Ortis 26240 Laveyron
- Code AIOT : 0006102585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : relevant de la directive IED

Le site SAICA Paper de Laveyron fabrique du papier pour ondulés (PPO ou papier kraft), à destination des cartonneries, 100 % à partir de papiers et cartons recyclés (PCR).

Le site s'étend sur environ 21 ha et comporte notamment :

- un parc de 8 cellules de réception des matières première (PCR),
- deux ateliers de préparation de pâte à papier (PP50 et PP60) et deux lignes de production de papier (PM50 et PM60),
- un entrepôt de stockage et d'expédition des bobines de papier (produits finis),
- 3 chaudières au gaz naturel (de 63 MW, 15 MW et 18 MW), une chaudière biogaz (6 MW) et une centrale de valorisation énergétique à partir de biomasse (73,4 MW), pour la production de vapeur nécessaire au procédé (et aux besoins de chauffage),
- des équipements pour la préparation des combustibles « Biomasse »,
- une installation de cogénération de 119 MW (qui permet de produire simultanément de l'électricité par turbine à gaz, et de valoriser l'énergie des gaz d'échappement de la turbine pour produire de la vapeur - post combustion de 13 MW),
- une station d'épuration des effluents aqueux (eaux usées du procédé et eaux usées sanitaires),
- un poste d'accueil et un parking poids-lourds,
- des bâtiments administratifs et des parkings véhicules légers.

Les chaudières (hors co-incinération et chaudière biogaz) sont pilotées à distance depuis une salle de contrôle dédiée, en équipe en 5 x 8. L'unité de co-incinération de biomasse de classe B dispose de sa propre salle de contrôle.

L'ensemble des chaudières n'est pas utilisé en même temps, sans toutefois avoir une impossibilité technique de le faire. Pour des raisons liées à la production, une chaudière de secours est toujours en chauffe et permet de suppléer à un arrêt inopiné.

L'exploitation des installations du site de Laveyron est notamment encadrée par l'arrêté préfectoral du 30 juin 2021, ainsi que par divers arrêtés ministériels applicables aux installations et aux dispositions s'appliquant aux installations relevant de la directive dite IED.

Les principales rubriques ICPE du site relevant du régime de l'autorisation et de l'enregistrement sont les suivantes : 2430, 2640, 2714, 2771, 2791, 3110, 3532, 3520.a et 3610.b.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS,
- AN25 Travaux avec points chauds.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	3 mois
8	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	3 mois
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	3 mois
16	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 8.5.2	Demande d'action corrective	15 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008	Sans objet
7	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
10	PFAS - Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
11	PFAS - Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
12	PFAS - Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
13	PFAS - Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14	Sans objet
14	PFAS - Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
15	PFAS - Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L.110-1 et L.523-6-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réalisée le 22 octobre 2025 sur le site SAICA PAPER de Laveyron a été réalisée en ciblant deux thématiques particulières identifiées au niveau national comme thèmes d'inspection pour l'année 2025 : une thématique de gestion des risques chroniques concernant la présence de PFAS dans les rejets aqueux de l'établissement et une thématique de gestion des risques accidentels concernant la gestion des travaux avec points chauds.

La visite d'inspection n'a pas conduit à relevé des écarts significatifs.

Pour ce qui concerne la gestion des travaux avec points chauds et l'intervention des entreprises extérieures, l'organisation en place, pour ce qui concerne les points ayant fait l'objet d'un contrôle, répond globalement aux dispositions réglementaires applicables (définition des zones à risques, plan de prévention, permis de feu, surveillance, etc.). Les écarts relevés doivent pouvoir faire l'objet d'une action corrective rapide à mettre en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant <u>identifie</u> les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont <u>matérialisées</u> par des moyens appropriés et reportées sur un <u>plan systématiquement tenu à jour</u>.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son plan des zones à risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>Le risque incendie sur l'usine est notamment présent dans les zones suivantes : parc PCR (zone de stockage des papiers cartons à recycler), zone d'expédition (stockage des bobines de papier) et zone de production du papier (machines de fabrication). Il est également lié aux installations électriques (présence de nombreux transformateurs).</p> <p>Ce risque incendie n'est donc pas globalement lié à la présence de matières dangereuses.</p> <p>Le risque d'explosion est lié à la présence de matières dangereuses et plus particulièrement à des gaz inflammables, comme le gaz de ville (chaufferies, brûleurs biomasse), le gaz de méthane (STEP et chaufferie biogaz), ainsi qu'à l'H₂S (STEP et chaufferie biogaz également). Ce risque est également identifié au niveau des stations GNR et GPL au sud du site.</p> <p>Le risque d'explosion est également identifié du fait de la présence possible d'atmosphères explosibles liées aux poussières d'amidon, de papier ou de bois dans les installations de traitement et les stockages associés.</p> <p>Les zones à risque d'incendie ne font globalement pas l'objet d'un affichage. Pour ce qui concerne les zones liées à la présence de matières combustibles non dangereuses, ce point n'apparaît pas comme une non-conformité formelle.</p> <p>L'affichage n'est pas non plus matérialisé pour ce qui concerne les zones à risque d'explosion, ce qui apparaît par contre non conforme. Il n'y a pas non plus de consignes visibles localement.</p> <p>Le plan de secours comporte le plan de zonage, mais pas les consignes associées.</p>

Non-conformité n°1 : Les zones à risques d'incendie et d'explosion liées à la présence de matières dangereuses ou d'une atmosphère explosive ne font pas l'objet d'une matérialisation, ni d'un affichage des consignes associées, contrairement aux dispositions prévues par l'article 48 de l'arrêté du 4 octobre 2010. L'exploitant identifie et met en œuvre les actions correctives nécessaires.

Au regard de la taille de l'usine, le plan des zones à risque ne permet pas d'apprécier les informations présentées de manière précise, au format proposé en visite et dans le POI.

Le plan des zones à risque est particulièrement imprécis pour ce qui concerne les zones à risque d'explosion ne permettant pas de localiser véritablement ces dernières sans information complémentaire.

Sur ce point, l'exploitant a transmis des plans informatiques détaillés élaborés lors de la dernière mise à jour du zonage « ATEX » du site (plans datés d'avril 2025). Ces plans n'apparaissent pas dans le POI ou les documents présentés en lien avec la gestion des travaux.

Non-conformité n°2 : L'exploitant s'assure de la mise à jour de son plan des zones à risque afin de tenir compte du nouveau zonage ATEX réalisé, conformément aux dispositions prévues par l'article 48 de l'arrêté du 4 octobre 2010. Il s'assure également que le format proposé puisse être suffisamment exploitable, que ce soit en situation d'urgence ou dans le cadre de la prévention des risques liés aux travaux. Des plans de détail complètent au besoin le plan de zonage global du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]

Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :

[...]

– l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; [...]

Constats :

L'exploitant a notamment présenté une procédure décrivant les actions nécessaires pour encadrer les risques liés aux travaux (mode opératoire MO.SEC.012).

Ce document renvoie à la mise en œuvre de différents documents pouvant être nécessaires : permis de feu, permis de fouille, permis de pénétrer, permis de travail journalier, autorisation de stationnement, déclaration d'accident de travail et plan de prévention.

<p>Le personnel est sensibilisé et formé aux risques présentés par l'installation et les obligations de permis préalables à une intervention pour la réalisation de travaux apparaissent bien identifiées d'après les réponses aux questions posées en visite.</p> <p>L'affichage de ces consignes au regard de l'importance du site n'a pas fait l'objet d'une vérification suffisante pour juger de la conformité de ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu juger de la conformité de cette interdiction au regard des consignes consultées et des affichages présents lors de la visite des installations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; – l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; <p>[...]</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant met en œuvre des plans de prévention pour l'encadrement des travaux ainsi que des permis de feu pour les travaux avec points chauds.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
Prescription contrôlée : Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R.4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...] 4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. [...]
Constats : L'établissement est soumis à l'élaboration d'un plan d'opération interne, imposé par l'arrêté préfectoral d'autorisation. La mise en œuvre de plans de prévention est donc obligatoire pour l'encadrement des travaux réalisés sur le site. L'exploitant met bien en œuvre ce type de plan sur son établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions du plan de prévention

Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention
Prescription contrôlée : Article R.4512-8 du Code du travail : Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes : 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. Les instructions à donner aux travailleurs ; 4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; 5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.
Constats : L'exploitant a présenté son organisation pour l'encadrement des travaux sur son établissement. Pour le contrôle du contenu du plan de prévention, l'inspection a sollicité la présentation d'un exemple correspondant à des travaux en cours avec permis de feu. L'exemple retenu est celui d'une intervention pour l'installation d'une protection incendie dans les sections « presses » des machines PM50 et PM60 (machines à papier). Un plan de prévention a été élaboré pour l'année 2025 avec la société CHUBB, signé le 08/01/2025.

Les points abordés dans ce plan selon le résumé présenté sont les suivants :

- organisation des secours au sein des papeteries
- présence et gestion de travailleur isolé,
- sanitaires, vestiaires, restauration, zones fumeur,
- livraisons et installations du matériel,
- analyse des risques et mesures à mettre en œuvre,
- règles de circulation, rangement, générales des papeteries,
- coordination de chantier,
- autorisations et permis nécessaires,
- délimitation du chantier (moyens nécessaires),
- gestion du matériel mis à dispositions,
- gestion des déchets.

Pour ce qui concerne l'intervention réalisée le jour de la visite, il a été présenté les documents suivants :

- le permis de feu (3 feuillets),
- le permis de travail journalier.

La visite le jour de l'inspection était réalisée par l'entreprise extérieure TDICP intervenant pour le compte de la société CHUBB. Cette entreprise avait bien été identifiée dans le plan de prévention.

D'après les documents présentés, il apparaît que le plan de prévention répond globalement aux dispositions imposées par le code du travail, en dehors des dispositions relatives aux premiers secours.

Observation n°1 : Il conviendrait que l'exploitant complète son modèle de plan de prévention pour inclure l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Constats :

L'exploitant étant soumis à la mise en œuvre d'un plan de prévention, ce point de contrôle n'a pas été réalisé. Comme précisé par ailleurs, ce plan est complété par une autorisation de travail et un permis de feu en tant que de besoin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] – lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
Constats : Selon l'organisation présentée, l'intervention d'une entreprise extérieure est correctement prise en compte. Le recours à la sous-traitance est également mentionné dans le plan de prévention dans l'exemple qui a été contrôlé. Néanmoins, sur la base des éléments présentés, l'inspection des installations classées considère que l'organisation mise en place pour assurer le maintien de la sécurité dans le cas d'une sous-traitance n'apparaît pas suffisamment explicite. En particulier : <ul style="list-style-type: none">• les conditions d'accès et de prise en compte, par l'entreprise sous-traitante, aux différentes informations du plan de prévention signée avec l'entreprise extérieure principale, n'apparaissent pas clairement définies. Cela révèle un risque de défaut de connaissance des risques identifiés et aux mesures de prévention à appliquer.• Dans l'exemple présenté, l'exploitant est directement intervenu pour encadrer l'intervention du sous-traitant de la société CHUBB. La répartition des rôles et responsabilités n'apparaît pas explicite entre l'exploitant et l'entreprise extérieure, tous deux signataires du plan de prévention, pour l'encadrement de l'intervention du sous-traitant.
Observation n°2 : L'exploitant doit clarifier les conditions de recours à la sous-traitance et notamment l'organisation mise en place avec l'entreprise extérieure pour assurer le maintien de la sécurité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Constats :

D'après l'organisation présentée par l'exploitant, le personnel des entreprises extérieures intervenant sur l'établissement, reçoit bien une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre.

E revanche, il apparaît une faiblesse pour ce qui concerne la mise en œuvre des moyens de premières intervention.

En effet, selon l'organisation présentée, le personnel des entreprises extérieures ou leur sous-traitant sont chargés de la première intervention en cas d'incendie notamment (début d'incendie lié à l'intervention en cours par exemple), ainsi que de l'alerte.

Les moyens à utiliser pour la réalisation de cette première intervention sont globalement bien identifiés dans le permis de feu. Toutefois, l'exploitant ne s'assure pas que le personnel en question est formé à l'utilisation des moyens identifiés.

Lors de la visite, l'inspection a pu se rendre sur les lieux de l'intervention en cours couverte par l'autorisation de travail consultée, mais l'entreprise concernée n'était pas présente. Le balisage était correctement réalisé et les moyens d'intervention présent comme mentionné dans le permis.

L'inspection n'a pas pu vérifier que les personnes en charge des travaux avaient bien reçu une formation pour la manipulation des RIA et des extincteurs (moyens désignés dans le permis de feu).

Non-conformité n°3 : L'exploitant ne s'assure pas que le personnel des entreprises extérieures ou de ses sous-traitants soit bien formé à la manipulation des moyens d'intervention qu'ils ont à mettre en œuvre selon les plans d'intervention établis, contrairement aux dispositions prévues par l'article 56 de l'arrêté du 4 octobre 2010. L'exploitant définit et met en œuvre l'action corrective nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : PFAS- Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

L'exploitant transmet l'ensemble des résultats de ses campagnes d'analyse via l'application GIDAF. Les transmissions sont complètes et détaillées, accompagnées des rapports d'analyse.

Il effectue depuis janvier 2025 une surveillance mensuelle de son rejet d'eaux industrielles au Rhône, en sortie de station d'épuration interne (intitulé Eaux Industrielles 3 bis aval). Celle-ci porte sur les vingt PFAS listés dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et sur l'AOF.

L'analyse des huit déclarations de l'année (janvier-août 2025) conduit au constat de la nécessité de les corriger, ainsi que celles opérées dans le cadre de la campagne réglementaire de 2024, dans la mesure où de nombreuses valeurs en PFAS et quelques-unes en AOF, en réalité sous la limite de quantification, sont saisies comme étant égales à cette dernière (100 ng/l pour PFAS, 2 µg/l pour AOF). Cette erreur de saisie, en défaveur de l'exploitant, conduit l'application GIDAF à calculer un flux de PFAS qui le classe indûment comme l'un des plus forts émetteurs régionaux en PFAS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection invite l'exploitant à invalider ses déclarations GIDAF puis les corriger en indiquant, pour les paramètres concernés, une concentration inférieure à la limite de quantification (< LQ).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : PFAS - Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
Prescription contrôlée : 4 – Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
Constats : Le PFOS n'est détecté en concentration supérieure à limite de quantification dans aucune des 11 analyses réalisées sur l'unique rejet au milieu d'eaux de procédé (Eaux Industrielles 3 bis aval). Il a été détecté une seule fois dans un rejet d'eaux pluviales, en concentration dix fois inférieure au seuil réglementaire (rejet EP 2 aval). Ce marquage pourrait provenir d'un fort épisode pluvieux conduisant à un lessivage incidentel des boues de station d'épuration entreposés dans le casier dédié. Enfin, le PFOS a été détecté deux fois dans un rejet interne (machine 60), en concentration légèrement supérieure à la limite de quantification, sans que les analyses opérées le même jour en sortie de la station d'épuration ne le mettent en évidence. Aussi, une recherche du PFOS ainsi que d'autres PFAS dans les boues de la station d'épuration est en cours de déploiement, via trois campagnes de caractérisation (octobre à décembre 2025).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : PFAS - Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de

<p>l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les activités de fabrication de papier opérées par la société SAICA ne recourent à la mise en œuvre d'aucune substance PFAS, en attestent les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur le site (colles, biocides, colorant notamment).</p> <p>L'exploitant a donc accompli ses trois campagnes de mesures réglementaires en recherchant la liste des 20 PFAS indiquée dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, ainsi que l'AOF, dans ses rejets de process et dans les eaux pluviales (voir point de contrôle n°1).</p> <p>La présence de PFAS semble donc s'expliquer, selon les investigations non finalisées à ce jour, par l'utilisation exclusive de cartons recyclés comme matières premières, provenant des centres de tri de collecte sélective notamment. Une contamination détectée ponctuellement dans l'eau de prélèvement (nappe d'accompagnement du Rhône) conduit par ailleurs à ne pas totalement écarter cette source.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : PFAS - Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Élaboration du plan d'action pour supprimer/réduire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a engagé plusieurs actions relatives à la compréhension de la présence de PFAS dans ses rejets d'une part et à des solutions de traitement possibles d'autre part.</p> <p>Des mesures dans le pulpeur (zone de mélange des cartons et de l'eau) ont été réalisées sur un autre site du Groupe SAICA et tendent à démontrer que les papiers/cartons recyclés incorporés dans le process constituent une source probable de PFAS et possiblement d'AOF.</p> <p>À l'aune des déclarations GIDAF restant à corriger, il semble que le rejet soit essentiellement marqué par l'AOF, sans savoir à ce stade si le fluor organique détecté correspond réellement à des PFAS. Néanmoins, des analyses plus fines sur l'AOF réalisées au niveau du groupe SAICA mettent en évidence une baisse significative de sa concentration dans l'effluent lorsque ce dernier est filtré au préalable, traduisant de possibles interférences analytiques avec des particules inorganiques.</p>

<p>Un travail de recherche et développement est poursuivi par l'exploitant en la matière.</p> <p>Concernant le traitement des flux de PFAS dans les effluents industriels, l'exploitant s'est engagé dans le projet de recherche et développement I-DEMO, réunissant trois entreprises et un institut universitaire, pour lequel des financements de la Région et de la Banque Publique d'Investissement sont attendus pour début 2026 ; Ce projet consiste à identifier la technologie de traitement la plus adaptée au type de rejet PFAS de l'entreprise (osmose inverse, charbon actif, flottation, etc.) et l'intégrer dans un container pilote « <i>plug and play</i> » à installer en sortie de la station d'épuration du site. Ce pilote devrait être mis en œuvre courant 2026 pour être testé jusqu'à la fin de l'année 2027, s'inscrivant ainsi dans la trajectoire réglementaire de réduction des flux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>À l'aune du contexte précédemment décrit, il est demandé à l'exploitant d'investiguer plus finement le rejet au milieu en réalisant, lors d'une prochaine campagne d'analyse, une mesure basée sur la méthode analytique TOP ASSAY, qui permettra d'identifier, le cas échéant, la présence de précurseurs PFAS et pourra peut-être aider à la compréhension du flux d'AOF détecté.</p> <p>En parallèle, l'inspection estime que le suivi mensuel peut être allégé et propose une fréquence désormais trimestrielle. Aussi, la mesure TOP ASSAY pourrait intervenir sur la campagne de janvier 2026. Il est demandé à l'exploitant, toujours dans le but d'affiner la connaissance de ses rejets, de rechercher pour ses campagnes futures un laboratoire en capacité de réaliser des analyses avec une limite de quantification (LQ) inférieure à 100 ng/l. Une LQ à 10 ou 20 ng/l serait pertinente et utile.</p> <p>Enfin, l'inspection souhaite être récipiendaire des évolutions du projet I-DEMO, en particulier son lancement officiel et la mise en place du pilote de traitement prévu au milieu de l'année 2026, puis des résultats de son fonctionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : PFAS - Mesures d'investigation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Outre les analyses opérées sur les rejets industriels et pluviaux du site, dont les résultats et les actions subséquentes ont été précédemment décrites, l'exploitant s'est engagé dans l'analyse des PFAS dans les boues de sa station d'épuration, susceptibles d'en contenir et aujourd'hui transférées en centre de compostage. L'exploitant projette l'utilisation de ces boues en tant que combustible dans sa nouvelle unité de combustion biomasse au cours de l'année 2026, en mélange avec le bois B actuellement utilisé (à noter que cette installation est en réalité classée ICPE 2771 et permet l'admission des boues).</p>

<p>L'inspection n'est pas défavorable à cette issue mais souhaite connaître au préalable la concentration des boues en PFAS, afin d'écarter dans un premier temps le fait, peu probable a priori, qu'elles soient classées dangereuses au travers du règlement POP (polluants organiques persistants).</p> <p>Une première campagne d'analyse a été réalisée au mois de septembre 2025, précédant deux campagnes à venir d'ici la fin de l'année. Les résultats présentés en séance portent sur une vingtaine de PFAS et démontrent le caractère non-dangereux des boues.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a procédé le 7 octobre dernier à un contrôle des émissions atmosphériques en sortie de l'unité de combustion de biomasse via la méthode de prélèvement OTM 45. Ce prélèvement constituera un point zéro en matière d'émissions potentielles de PFAS, aucune boue n'étant utilisée en tant que combustible à ce jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> – transmettre par voie électronique les résultats de la première campagne de recherche des PFAS dans les boues, ainsi que les deux suivants, une fois connus, – transmettre également le résultat de la campagne d'analyses des rejets atmosphériques de l'unité de combustion biomasse dès réception. <p>Outre les modalités de suivi des rejets en sortie de cheminée de l'installation biomasse (HF notamment), l'exploitant proposera à l'inspection la nécessité ou non de compléter la surveillance environnementale actuellement prescrite autour du site en intégrant les PFAS (lichen, jauges owen par exemple).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : PFAS - Mesures de suppression/réduction

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L.110-1 et L.523-6-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L. 110-1 :1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.</p> <p>L. 523-6-1: La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.</p> <p>Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.</p>
<p>Constats :</p> <p>La participation au projet I-DEMO, décrit précédemment, s'intègre dans une démarche volontaire de mise en œuvre de mesures de suppression/réduction des flux de PFAS provenant du site, impliquant une connaissance préalable nécessairement plus fine des rejets industriels. Ce projet s'intègre dans la trajectoire nationale de réduction des PFAS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 8.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque de pollution
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : – 100 % de la capacité du plus grand réservoir, – 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : – dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, – dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. [...]
Constats : Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence de produits chimiques liquides, en GRV ou en bidons de 20 litres, en dehors de capacité de rétention. Cette situation n'est pas représentative des stockages observés globalement pourvus de leur rétention. L'exploitant doit veiller à la mise sous rétention des produits susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux ou des sols dans les meilleurs délais après leur réception et sur l'ensemble de l'usine. <u>Non-conformité n°4</u> : Des produits chimiques liquides susceptibles de générer une pollution sont stockés hors rétention, contrairement aux dispositions prévues par l'article 8.5.2 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2021. Les actions correctives nécessaires sont mises en œuvre dans les meilleurs délais et ne dépassent pas 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours